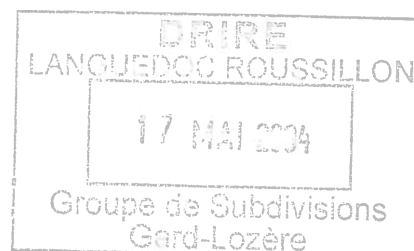


SOUS-PREFECTURE D'ALES

PRÉFECTURE DU GARD

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par
M AMAT
Tél. : 04.66.56.39.20
REG/BA/EF/N°
IC/AP BORDEZAC



Arrêté N° 2004.20 du 13 MAI 2004

autorisant la Communauté de communes des Cévennes Actives à exploiter
une installation de stockage de déchets ménagers à BORDEZAC

Le préfet du Gard, chevalier de la Légion d'honneur ;

- Vu le code de l'environnement et notamment son livre V, titre I^{er} relatif aux installations classées et titre IV relatif aux déchets ;
- Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 intégrée dans le code précité ;
- Vu le décret du 20 mai 1953 modifié déterminant la nomenclature des installations classées et notamment sa rubrique 322-B-2 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets ménagers et assimilés ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2003-H-003/2 du 5 septembre 2003 portant délégation de signature à M. François LAMELOT, sous-préfet d'ALES ;
- Vu l'arrêté préfectoral N° 92-009 du 17 février 1992 autorisant la mairie de Bessèges à exploiter un centre d'enfouissement technique de résidus urbains sur le territoire de la commune de Bordezac ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 99-12-20 du 30 décembre 1999 portant création de la Communauté de communes des Cévennes Actives ;
- Vu la lettre du 15 mars 2000 par laquelle la Communauté de communes des Cévennes Actives demande l'autorisation de se substituer à la mairie de Bessèges pour l'exploitation du centre d'enfouissement technique de Bordezac ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-301-26 du 28 octobre 2002 portant approbation du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés du Gard ;
- Vu la demande en date du 27 mars 2003 par laquelle la Communauté de communes des Cévennes Actives, dont le siège administratif est situé rue des Ecoles - 30160 Gagnières sollicite l'autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés à Bordezac, lieu-dit "La Figeyrette" ;
- Vu le dossier joint à la demande et notamment l'étude d'impact et l'étude des dangers ;

- Vu la décision 2003-282 du 29 juillet 2003 du président du tribunal administratif de Montpellier portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2003-21 du 11 septembre 2003 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 20 octobre au 20 novembre 2003 inclus sur le territoire des communes de Bordezac, Bessèges et Gagnières ;
- Vu le dossier d'enquête publique et le mémoire en réponse du demandeur ;
- Vu le rapport et l'avis du commissaire-enquêteur en date du 15 décembre 2003 ;
- Vu l'avis du 22 octobre 2003 de l'institut national des appellations d'origine ;
- Vu l'avis du 28 octobre 2003 de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt ;
- Vu l'avis du 3 novembre 2003 de la direction régionale de l'environnement ;
- Vu l'avis du 28 novembre 2003 de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales ;
- Vu l'avis du 26 septembre 2003 du conseil municipal de Gagnières ;
- Vu le rapport en date du 11 mars 2003 de l'inspection des installations classées ;
- Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 5 mai 2004, au cours de laquelle le demandeur a été entendu ;
- Vu les observations émises par le demandeur sur le projet d'arrêté ;

Considérant qu'en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêt préfectoral ;

Considérant que les conditions techniques d'exploitation de l'installation de stockage, notamment la pose d'une géomembrane, le dispositif de collecte de lixiviats et l'installation d'un réseau piézométrique destiné à la surveillance, sont de nature à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines ;

Considérant également que les mesures imposées à l'exploitant, notamment le dispositif de captage et de destruction du biogaz et l'obligation de couverture des déchets, permettront de limiter les nuisances olfactives, que les mesures imposées et les moyens mis en place, qui prévoient en particulier le contrôle des déchets reçus, le recouvrement des déchets par des matériaux inertes et le débroussaillage des abords sont de nature à assurer la prévention des risques d'incendie et d'explosion ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation de l'installation de stockage, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients que l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que les conditions d'exploitation de l'installation de stockage répondent aux exigences de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 et de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2002 susvisés ;

Considérant que la demande d'autorisation porte sur une zone géographique incluse dans le périmètre autorisé par l'arrêté préfectoral du 17 février 1992 susvisé ;

Sur proposition du sous-préfet d'Alès ;

SOMMAIRE DE L'ARRÊTE

AUTORISATION ET CONDITIONS PRÉALABLES	5
<i>BENEFICIAIRE DE L'AUTORISATION</i>	<i>5</i>
<i>FIN D'EXPLOITATION DU CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE</i>	<i>5</i>
<i>LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES</i>	
<i>INSTALLATIONS CLASSÉES.....</i>	<i>5</i>
<i>CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES DU DOSSIER - MODIFICATIONS</i>	<i>6</i>
<i>GARANTIES FINANCIERES</i>	<i>6</i>
<i>OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIERES.....</i>	<i>6</i>
<i>MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES.....</i>	<i>6</i>
<i>MODALITES D'ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIERES.....</i>	<i>6</i>
<i>ATTESTATION DE CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIERES.....</i>	<i>7</i>
<i>MODALITES DE RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIERES</i>	<i>7</i>
<i>MODIFICATIONS.....</i>	<i>7</i>
<i>MISE EN ŒUVRE DES GARANTIES FINANCIERES.....</i>	<i>7</i>
<i>LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIERES.....</i>	<i>7</i>
ADMISSION DES DÉCHETS.....	7
<i>NATURE DES DÉCHETS.....</i>	<i>7</i>
<i>ORIGINE GÉOGRAPHIQUE</i>	<i>7</i>
<i>PROCÉDURE D'ADMISSION DES DÉCHETS.....</i>	<i>8</i>
<i>INFORMATION PREALABLE.....</i>	<i>8</i>
<i>CERTIFICAT D'ACCEPTATION</i>	<i>8</i>
<i>CONTROLE D'ADMISSION</i>	<i>8</i>
AMENAGEMENT DU SITE	8
<i>CASIERS ET ALVÉOLES</i>	<i>8</i>
<i>BARRIERE DE SÉCURITÉ ACTIVE.....</i>	<i>9</i>
<i>EAUX EXTERIEURES.....</i>	<i>9</i>
<i>EAUX INTERIEURES.....</i>	<i>9</i>
<i>LIXIVIATS.....</i>	<i>9</i>
<i>BIOGAZ</i>	<i>10</i>
<i>AUTRES AMENAGEMENTS</i>	<i>10</i>
<i>INFORMATION PREALABLE</i>	<i>10</i>
REGLES GENERALES D'EXPLOITATION	10
<i>ALVÉOLES</i>	<i>10</i>
<i>MISE EN PLACE DES DÉCHETS.....</i>	<i>11</i>
<i>PLAN</i>	<i>11</i>
<i>INCENDIE - EXPLOSION</i>	<i>11</i>
<i>PRÉVENTION DES NUISANCES</i>	<i>12</i>
SUIVI DES REJETS.....	12
<i>LIXIVIATS.....</i>	<i>12</i>
<i>EFFLUENTS LIQUIDES.....</i>	<i>12</i>
<i>EAUX DE RUISSELLEMENT INTERIEURES.....</i>	<i>12</i>
<i>PROGRAMME DE SURVEILLANCE.....</i>	<i>13</i>
<i>SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES</i>	<i>13</i>
<i>SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX.....</i>	<i>14</i>
<i>BILAN HYDRIQUE ET LIXIVIATS</i>	<i>14</i>
<i>SURVEILLANCE DU BIOGAZ.....</i>	<i>15</i>
INFORMATIONS SUR L'EXPLOITATION.....	15
<i>AUTOSURVEILLANCE.....</i>	<i>15</i>
<i>RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉ.....</i>	<i>15</i>
<i>INCIDENTS OU ACCIDENTS</i>	<i>16</i>
<i>INFORMATION DU PUBLIC</i>	<i>16</i>

COUVERTURE DES PARTIES COMBLEES ET FIN D'EXPLOITATION.....	16
COUVERTURE	16
FIN DE L'EXPLOITATION	16
SERVITUDES	17
GESTION DU SUIVI.....	17
FIN DE LA PERIODE DE SUIVI	17
REHABILITATION DU CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE EXISTANT.....	17
FIN D'EXPLOITATION	17
BIOGAZ	17
LIXIVIATS.....	18
DIGUE DE PIED	18
COUVERTURE.....	18
SUIVI DE LA STABILITE.....	18
SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES	18
DELAIS	18
AUTRES DISPOSITIONS.....	18
INSPECTION DES INSTALLATIONS	18
INSPECTION DE L'ADMINISTRATION.....	18
CONTROLES PARTICULIERS.....	19
ANNULATION - DÉCHÉANCE - CESSATION D'ACTIVITÉ	19
TRANSFERT - CHANGEMENT D'EXPLOITANT	19
ÉVOLUTION DES CONDITIONS DE L'AUTORISATION	19
RECOURS	19
AFFICHAGE ET COMMUNICATION DES CONDITIONS D'AUTORISATION	19
INFORMATION PARTICULIERE	20

ARRÊTE

ARTICLE 1 AUTORISATION ET CONDITIONS PRÉALABLES

Article 1.1 *BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION*

La Communauté de communes des Cévennes Actives, dont le siège administratif est situé rue des Ecoles - 30160 Gagnières, ci-après dénommée l'exploitant, est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés au lieu-dit "La Figeyrette", section B, parcelles n° 80, 82, 374 et 376 du plan cadastral de la commune de Bordezac, sous réserve du strict respect des prescriptions fixées aux articles suivants.

Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'enceinte de l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article 19 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé. L'exploitation de ces installations doit se faire conformément aux dispositions du code de l'environnement et des textes pris pour son application

Article 1.2 *FIN D'EXPLOITATION DU CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE*

Dès la mise en service de l'installation, le centre d'enfouissement technique (CET) autorisé par l'arrêté du 17 février 1992 susvisé cesse de recevoir tout déchet.

Il est réhabilité dans les conditions définies par le présent arrêté, qui se substituent à celles de l'arrêté du 17 février 1992.

Article 1.3 *AUTRES REGLEMENTATIONS*

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres réglementations applicables, en particulier du code civil, du code de l'urbanisme, du code forestier, du code du travail et du code général des collectivités territoriales.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 1.4 *CONSISTANCE ET DUREE DE L'AUTORISATION*

La présente autorisation concerne une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés. L'autorisation de recevoir des déchets est accordée jusqu'au 31 décembre 2034.

La capacité totale est de 71 000 m³.

L'autorisation est accordée pour une capacité annuelle maximale de 2 150 tonnes et 2 400 m³.

La superficie de la zone de stockage est de 8 000 m² subdivisée en 3 alvéoles (2 de 2 300 m³ et 1 de 3 500 m³).

La cote maximale après réaménagement ne devra pas excéder 259 m NGF.

Le centre comprend en installation annexe une aire d'accueil et de contrôle avec un pont-bascule.

Article 1.5 *LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES*

Les installations autorisées sont visées à la nomenclature des installations classées, sous la rubrique suivante :

N° de la rubrique	Désignation de la rubrique	Classement
322-B-2	Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains	Autorisation

Article 1.6 CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES DU DOSSIER - MODIFICATIONS

Les installations sont implantées, réalisées et exploitées conformément aux plans et autres documents présentés dans le dossier de demande d'autorisation sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Par application de l'article 20 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de poursuite d'exploitation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.7 GARANTIES FINANCIERES

Article 1.7.1 OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIERES

Conformément aux dispositions de l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, la présente autorisation est subordonnée à la constitution et au maintien de garanties financières répondant de :

- la surveillance du site ;
- les interventions en cas d'accident ou de pollution ;
- la remise en état du site après exploitation.

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en oeuvre des modalités prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

Aucun aménagement ou exploitation ne pourra s'effectuer sur des terrains non couverts par une garantie financière.

Article 1.7.2 MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

Le montant des garanties financières permet de couvrir les frais des interventions et aménagements décrits au paragraphe précédent par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.

Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée par périodes successives. Le montant minimum des garanties financières est ainsi fixé de la façon suivante :

Période	Garanties financières en € TTC
2005 - 2009	523 000
2010 - 2014	609 000
2015 - 2019	664 000
2020 - 2024	579 000
2025 - 2029	579 000
2030 - 2034	579 000
2035 - 2039	438 000
2040 - 2044	301 000
2045 - 2049	194 000
2050 - 2054	89 000
2055 - 2059	65 000
2060 - 2064	38 000

Article 1.7.3 MODALITES D'ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIERES

Avant l'issue de chaque période, le montant de la période suivante, tel que défini ci-dessus à la date d'autorisation, est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01 sur une période inférieure à 5 ans, le montant des garanties financières est actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Article 1.7.4 ATTESTATION DE CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIERES

Le document attestant de la constitution des garanties financières correspondant à la première période est transmis au préfet avant la première réception de déchets sur l'installation.

Le document attestant la constitution des garanties financières est conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire fixé par la réglementation.

Article 1.7.5 MODALITES DE RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIERES

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins 6 mois avant leur échéance

Article 1.7.6 MODIFICATIONS

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Inversement, si l'évolution des conditions d'exploitation permet d'envisager une baisse d'au moins 25% du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes suivantes, une révision à la baisse du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins 6 mois avant le terme de la période en cours.

Article 1.7.7 MISE EN ŒUVRE DES GARANTIES FINANCIERES

Les garanties financières sont mises en oeuvre, pour réaliser les interventions et aménagements décrits ci-dessus, soit après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L 514-1 du code de l'environnement, soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de conformité aux dispositions du présent arrêté.

Article 1.7.8 LEVEE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIERES

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

ARTICLE 2 ADMISSION DES DÉCHETS

Article 2.1 NATURE DES DÉCHETS

Les déchets admissibles sont ceux figurant à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 susvisé sous les catégories D et E1.

Ces déchets doivent répondre à la définition des déchets ultimes donnée au paragraphe 3.4. du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés du Gard.

Article 2.2 ORIGINE GÉOGRAPHIQUE

Sont seuls admissibles les déchets provenant des communes appartenant à la Communauté de commune des Cévennes Actives : Bessèges, Bordezac, Gagnières, Meyrannes, Peyremale, Robiac Rochesadoule.

Toute modification de l'origine des déchets doit être signalée au préfet avec l'indication de son incidence sur l'exploitation de l'installation.

Article 2.3 PROCÉDURE D'ADMISSION DES DÉCHETS

Article 2.3.1 INFORMATION PREALABLE

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander au producteur du déchet, au détenteur (ramasseur ou collectivité de collecte) une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information doit être renouvelée chaque fois que la nature du déchet évolue et au moins tous les ans. Elle est conservée au moins 2 ans par l'exploitant. Le recueil de ces informations est tenu à jour en permanence et tenu à la disposition des agents de contrôle. L'exploitant est fondé à demander tout renseignement complémentaire sur la nature du déchet. Il précise dans le recueil les motifs pour lesquels il a refusé l'admission du déchet.

Article 2.3.2 CERTIFICAT D'ACCEPTATION

Pour tout déchet qui doit répondre à un critère analytique, l'information préalable prend la forme d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat est délivré au vu des résultats d'analyses pertinentes communiqués par le producteur ou le détenteur du déchet. Par ailleurs, le certificat d'acceptation est soumis aux mêmes règles que l'information préalable.

Article 2.3.3 CONTROLE D'ADMISSION

Tout livraison de déchets fait l'objet :

- d'une vérification de l'existence d'une information préalable ou d'un certificat d'acceptation préalable ;
- d'un contrôle visuel et contrôle de non radioactivité du chargement ;
- d'une pesée ;
- de la délivrance d'un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.

En cas de non conformité des déchets avec les données préalables, le chargement est refusé.

L'exploitant tient en permanence un registre des admissions et un registre des refus. Pour chaque refus, le motif doit être précisé.

Pour chaque véhicule apportant des déchets, il consigne sur le registre des admissions :

- les quantités et les caractéristiques des déchets,
- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou de la (ou des) collectivité(s) de collecte,
- la date et l'heure de réception,
- l'identité du transporteur,
- le résultat des éventuels contrôles d'admission.

L'exploitant informe régulièrement l'inspecteur des installations classées des cas de refus de déchets

ARTICLE 3 AMENAGEMENT DU SITE

Article 3.1 CASIERS ET ALVÉOLES

La nouvelle zone à exploiter est constituée d'un seul casier de 8 000m², subdivisé en 3 alvéoles de 2 300, 2 300 et 3 500 m² environ.

La hauteur des déchets dans les alvéoles doit être déterminée de façon à ne pas dépasser la limite de stabilité des digues et à ne pas altérer l'efficacité du système drainant défini à l'article 3.6 ci-après.

Article 3.2 *BARRIERE DE SÉCURITÉ PASSIVE*

La zone à exploiter est munie d'une barrière de sécurité passive constituée par :

- le substratum d'épaisseur supérieure à 5 m, de perméabilité inférieure à 10^{-6} m/s ; les zones fracturées, de perméabilité supérieure, sont purgées et remplacées par des matériaux argileux compactés de perméabilité inférieure à 10^{-6} m/s ;
- une couche d'argile compactée de 1 m d'épaisseur et de perméabilité inférieure à 10^{-9} m/s, après décapage des matériaux de surface.

Les résultats de contrôles de perméabilité sont indiqués dans le dossier technique mentionné à l'article 3.9.

Article 3.3 *BARRIERE DE SÉCURITÉ ACTIVE*

Sur le fond et les flancs du casier, une barrière de sécurité active assure son indépendance hydraulique, le drainage et la collecte des lixiviats.

La barrière de sécurité active est constituée d'un dispositif d'étanchéité - drainage par géosynthétique comprenant de bas en haut :

- un géotextile bentonitique auto-cicatrisant ;
- une géomembrane en PEHD de 2 mm d'épaisseur ;
- un géotextile de protection ;
- une couche de matériau drainant d'épaisseur supérieure ou égale à 0,5 m, contenant les drains de collecte des lixiviats ;
- un géotextile filtrant en cas de risque de colmatage biologique.

La géomembrane doit être étanche, compatible avec les déchets stockés et mécaniquement acceptable au regard de la géotechnique du projet. Sa mise en place doit en particulier conduire à limiter autant que possible toute sollicitation mécanique en traction et en compression dans le plan de pose, notamment après stockage des déchets.

Article 3.4 *EAUX EXTERIEURES*

Des dispositions doivent être prises pour éviter une alimentation latérale ou par la base du casier, par une nappe ou des écoulements de sub-surface.

Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur le site lui-même, un fossé extérieur de collecte, dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale, ceinture l'installation de stockage sur tout son périmètre. Si la superficie de l'installation de stockage dépasse nettement celle de la zone à exploiter, un second fossé peut ceinturer cette dernière. Ces aménagements doivent être réalisés dans leur intégralité avant le début de l'exploitation.

Article 3.5 *EAUX INTERIEURES*

Les eaux de ruissellement intérieures au site, non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets, et si nécessaire les eaux souterraines issues des dispositifs visés à l'article 3.4 passent, avant rejet dans le milieu naturel, par des bassins de stockage étanches, dimensionnés pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale, permettant une décantation et un contrôle de leur qualité.

Article 3.6 *LIXIVIATS*

Des équipements de collecte et de stockage avant traitement des lixiviats sont réalisés. L'installation comporte des bassins de stockage des lixiviats étanches et correctement dimensionnés.

L'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu pour limiter la charge hydraulique à 30 cm en fond de casier et permettre l'entretien et l'inspection des drains.

Article 3.7 BIOGAZ

Les alvéoles sont équipées, au plus tard un an après leur comblement, d'un réseau de drainage des émanations gazeuses.

Ce réseau est conçu et dimensionné pour capter de façon optimale le biogaz et le transporter de préférence vers une installation de valorisation ou, à défaut, vers une installation de destruction par combustion.

Article 3.8 AUTRES AMENAGEMENTS

L'accès à l'installation de stockage doit être limité et contrôlé. A cette fin, l'installation de stockage est clôturée par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 3 mètres, muni de grilles qui doivent être fermées à clef en dehors des heures de travail.

Les voiries doivent disposer d'un revêtement durable et leur propreté doit être assurée.

L'exploitant veille à l'intégration paysagère de l'installation, dès le début de son exploitation et pendant toute sa durée. Un document faisant valoir les aménagements réalisés dans l'année est intégré dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 6.2.

Un dispositif de contrôle doit être installé à l'entrée de l'installation de stockage afin de mesurer le tonnage des déchets admis.

L'installation de stockage est équipée de moyens de télécommunications efficaces avec l'extérieur, notamment afin de faciliter un appel éventuel aux services de secours et de lutte contre l'incendie.

Le stockage des carburants nécessaires aux engins d'exploitation doit être effectué selon la réglementation en vigueur.

L'article 10 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation s'applique.

Article 3.9 INFORMATION PREALABLE

Un relevé topographique du site conforme à l'article 3 du décret n° 95-1027 du 18 septembre 1995 relatif à la taxe sur le traitement et le stockage des déchets doit être réalisé préalablement à la mise en exploitation de l'extension. Une copie de ce relevé est adressée à l'inspecteur des installations classées.

Avant le début des opérations de stockage dans la première alvéole, l'exploitant doit informer le préfet de la fin des travaux d'aménagement par un dossier technique réalisé par un organisme tiers établissant la conformité aux conditions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 4 REGLES GENERALES D'EXPLOITATION

Article 4.1 ALVÉOLES

Il ne peut être exploité qu'une seule alvéole à la fois.

La mise en exploitation de l'alvéole n+1 est conditionnée par le réaménagement dans le délai de 6 mois l'alvéole n, qui peut être soit un réaménagement final, soit la mise en place d'une couverture intermédiaire.

La couverture intermédiaire, composée de matériaux inertes, a pour rôle de limiter les infiltrations dans la masse des déchets.

Article 4.2 *MISE EN PLACE DES DÉCHETS*

Les déchets sont disposés de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets et des structures associées et en particulier à éviter les glissements. Les déchets sont déposés en couches successives et compactées sur le site de sorte que la couche ne dépasse pas 50 cm d'épaisseur. Ils sont recouverts périodiquement (au moins chaque fin de semaine) pour limiter les nuisances. La quantité minimale de matériaux de recouvrement toujours disponible doit être au moins égale à celle utilisée pour quinze jours d'exploitation sans être inférieure à 100 m³.

Article 4.3 *PLAN*

L'exploitant doit tenir à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage, plan mis à disposition de l'inspecteur des installations classées. Un relevé topographique, accompagné d'un document décrivant la surface occupée par les déchets, le volume et la composition des déchets et comportant une évaluation du tassement des déchets et des capacités disponibles restantes, doit être réalisé tous les ans.

Article 4.4 *STABILITE DES OUVRAGES*

L'exploitant est tenu de prendre toutes les mesures préventives pour assurer la stabilité de l'installation de stockage et de ses ouvrages tels que les bassins de lixiviats, d'eaux pluviales, etc ...

Il dispose, en tant que de besoin, des grillages protecteurs et stabilisateurs ou tout autre dispositif d'efficacité équivalente.

Article 4.5 *INCENDIE - EXPLOSION*

Toutes dispositions seront prises par l'exploitant pour éviter les risques d'incendie et d'explosion.

Le brûlage à l'air libre et le chiffonnage sont interdits. L'accès à l'installation de stockage de toute personne non expressément autorisée et avertie par l'exploitant et sous sa responsabilité est interdit.

Il est interdit de fumer à l'intérieur de l'enceinte de l'installation.

Aucun déchet non refroidi, explosif ou susceptible de s'enflammer spontanément ne peut être admis.

Les abords du site doivent être débroussaillés, sur au moins 50 m de largeur, à partir de la clôture de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur le stockage. Des moyens efficaces sont prévus pour lutter contre l'incendie ; ils comprennent au minimum :

- 2 citernes d'eau de 30 m³ chacune ;
- une réserve d'eau (bassin d'eaux pluviales) dont le volume disponible ne sera pas inférieur à 200 m³ en période de risque d'incendie ;
- une réserve de matériaux de recouvrement d'au moins 100 m³ ;
- des extincteurs sur les engins d'exploitation, à proximité de la torchère et de tout dépôt de liquides inflammables.

Le personnel sera informé et formé régulièrement à la mise en œuvre de ces matériels. Des exercices devront être organisés au moins deux fois par an. Ils doivent faire l'objet d'un compte rendu sur le registre d'exploitation.

L'exploitant devra établir une consigne d'incendie qui demeurera affichée de façon évidente au poste de contrôle. Elle précisera le numéro de téléphone des sapeurs-pompiers.

Tout prestataire de service intervenant sur le site sera préalablement informé des consignes, interdictions et risques liés à son intervention. Toute intervention est effectuée sous la responsabilité de l'exploitant.

Les interdictions seront affichées à l'entrée de l'installation de manière évidente, explicite et pérenne.

L'accès des véhicules de lutte contre l'incendie devra être possible et aisé à toute zone de l'installation. Des pistes utilisables par des engins lourds devront être établies et maintenues en bon état. Une piste d'une largeur de 10 m ceinturera la zone à exploiter à l'intérieur de la clôture. Un accès au moins devra être placé du côté du vent dominant.

Article 4.6 PRÉVENTION DES NUISANCES

L'exploitation est menée de manière à limiter autant que faire se peut les dégagements d'odeurs. L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Le mode de stockage doit permettre de limiter les envols de déchets et d'éviter leur dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes. L'exploitant met en place autour de la zone d'exploitation un système permettant de limiter les envols et de capter les éléments légers néanmoins envolés. Il procède régulièrement au nettoyage des abords de l'installation.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des rats, des insectes et des oiseaux, dans le respect des textes relatifs à la protection des espèces.

Toutes dispositions sont prises pour éviter la formation d'aérosols.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, dans le respect des dispositions du livre V, titre IV du code de l'environnement.

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Les vibrations émises doivent respecter les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations émises dans l'environnement par les installations classées.

L'exploitant veillera, en particulier, à ce que l'installation ne puisse pas être soumise à des vibrations qui compromettraient sa stabilité.

ARTICLE 5 SUIVI DES REJETS

Article 5.1 LIXIVIATS

Les lixiviats sont recueillis dans des bassins de capacité suffisante pour éviter tout risque de débordement, compte tenu des volumes reçus et du rythme de leur enlèvement pour leur traitement dans la station d'épuration du SIVM de Bessèges. Une convention sera préalablement signée avec le gestionnaire de la station.

Article 5.2 EFFLUENTS LIQUIDES

Les effluents des installations sanitaires sont traités dans un dispositif d'assainissement autonome conforme aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 et de l'arrêté préfectoral n° 99/2011 du 28 juillet 1999.

Article 5.3 EAUX DE RUISSELLEMENT INTERIEURES

Les eaux de ruissellement intérieures au site ne peuvent être rejetées au milieu naturel ("ruisseau de la Figeyrette") que si elles sont conformes aux critères mentionnés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997.

L'ouvrage de rejet doit permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Il doit être aménagé de manière à réduire autant que possible les perturbations apportées au milieu récepteur aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation du milieu à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Article 5.4 PROGRAMME DE SURVEILLANCE

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance. Il doit comprendre au minimum le contrôle des eaux de ruissellement, des eaux souterraines et superficielles, des lixiviats, du biogaz selon les modalités définies ci-après.

Les résultats des mesures seront transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Au moins une fois par an, les mesures précisées par le programme de surveillance devront être effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant. Une convention avec un organisme extérieur compétent peut définir les modalités de réalisation de ces contrôles inopinés à la demande de l'inspection des installations classées.

Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant pendant une durée d'au moins 5 ans.

Article 5.5 SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

L'exploitant installe autour du site un réseau de contrôle de la qualité du ou des aquifères susceptibles d'être pollués par l'installation de stockage. Ce réseau est constitué de 3 puits de contrôle. Un de ces puits de contrôle est situé en amont hydraulique de l'installation de stockage et 2 en aval. Ils sont positionnés aux emplacements prévus dans le dossier.

Ces puits sont réalisés conformément aux normes en vigueur ou, à défaut, aux bonnes pratiques.

Il est réalisé, pour chacun des 3 piézomètres, au moins, quatre contrôles par an sur les paramètres minimaux suivants :

- le niveau piézométrique raccordé NGF,
- analyse physico-chimique,
 - . pH.
 - . potentiel d'oxydo réduction
 - . résistivité
 - . NO₂ - NO₃
 - . métaux lourds : Hg, Cd, Cr dont Cr6, Zn, Cu, Pb
 - . fer
- analyse bio-chimique
 - . DBO₅ et DCO
- analyse bactériologique
 - . coliformes totaux
 - . coliformes fécaux
 - . streptocoques fécaux
 - . salmonelles

En cas de besoin, ces analyses pourront, à la demande de l'inspecteur des installations classées, porter sur d'autres paramètres tels que cyanures, phénols, pesticides, etc... sans que cette énumération soit limitative.

Les résultats de tous les contrôles et analyses sont communiqués à l'inspecteur des installations classées. Ils sont archivés par l'exploitant pendant une durée qui ne peut être inférieure à trente ans après la cessation de l'exploitation, et qui ne doit pas être inférieure à la période de suivi.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constatée par l'exploitant et l'inspecteur des installations classées, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres.

Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée, l'exploitant, en accord avec l'inspecteur des installations classées, met en place un plan d'action et de surveillance renforcée.

L'exploitant adresse, à une fréquence déterminée par l'inspecteur des installations classées, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcé.

Article 5.6 *SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX*

Une analyse du pH et une mesure de la résistivité des eaux des bassins mentionnés à l'article 3.5 sont réalisées avant rejet. En cas d'anomalie, les paramètres fixés dans le programme de surveillance visé à l'article 5.5 sont analysés.

Article 5.7 *SURVEILLANCE DES EAUX SUPERFICIELLES*

Quatre fois par an, des échantillons seront prélevés en trois points du ruisseau de la Figeyrette. L'un en amont de l'installation, le second en aval immédiat de l'installation et le troisième 200 m en aval du second point.

Les analyses porteront sur les mêmes paramètres que ceux de l'article 5.5 et sur des paramètres complémentaires dans les mêmes conditions que spécifié audit article.

Article 5.8 *BILAN HYDRIQUE ET LIXIVIATS*

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l'installation (pluviométrie, température, ensoleillement, humidité relative de l'air, direction et force des vents, relevé de la hauteur d'eau dans les puits et les bassins, quantités d'effluents rejetés, quantités de lixiviats expédiés). Les données météorologiques nécessaires, à défaut d'instrumentation sur site, doivent être recherchées auprès de la station météorologique la plus proche du site et reportées sur le registre.

Ce bilan est calculé au moins annuellement. Son suivi doit contribuer à la gestion des flux polluants potentiellement issus de l'installation et à réviser, si nécessaire, les aménagements du site.

Les bassins de stockage des lixiviats sont équipés d'enregistreurs automatiques de niveau avec seuil d'alarme.

Les bassins sont vidangés aussi souvent que nécessaire pour éviter tout risque de débordement en tenant compte notamment de la pluviométrie et des prévisions météorologiques.

Les expéditions de lixiviats sont enregistrées sur le même registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Il comporte au moins les mêmes enregistrements que ceux du bordereau d'élimination d'un déchet industriel spécial.

L'exploitant réalise au moins une fois par an une analyse des lixiviats. L'analyse est soumise aux mêmes conditions que celles spécifiées à l'article 5.5.

Article 5.9 SURVEILLANCE DU BIOGAZ

Les installations de valorisation, de destruction ou de stockage du biogaz sont conçues et exploitées afin de limiter les nuisances, risques et pollutions dus à leur fonctionnement.

L'exploitant procède périodiquement à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂, et H₂O. La fréquence des analyses est la suivante :

- CH₄, CO₂, O₂ : mensuelle
- H₂S, H₂, et H₂O : annuelle.

En cas de destruction par combustion, les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900 °C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi. La sonde thermique doit être étalonnée par un organisme raccordée BNM au moins une fois par an. L'exploitant doit être en mesure de le justifier. La durée de fonctionnement de la torchère est enregistrée. Les émissions de SO₂, CO, HCl et HF issues de chaque dispositif de combustion font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur compétent.

Les valeurs limites à ne pas dépasser sont les suivantes :

- CO : 150 mg/Nm³
- SO₂ : 200 mg/Nm³

Les résultats de mesure sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 °K, pour une pression de 103,3 kPa avec une teneur en oxygène de 11% sur gaz sec.

ARTICLE 6 INFORMATIONS SUR L'EXPLOITATION

Article 6.1 AUTOSURVEILLANCE

L'exploitant adresse à l'inspecteur des installations classées les résultats d'autosurveillance selon le tableau ci-dessous :

Renseignement	Condition de transmission
- Plan et coupes prévisionnels d'exploitation (art. 4.3)	Avant le 1 ^{er} avril
- Résultat des contrôles des eaux souterraines (art. 5.5)	Aussitôt que possible et au plus tard à l'échéance du deuxième mois suivant la fin du trimestre
- Résultat des analyses sur les eaux des bassins (art. 5.6)	Aussitôt que possible et au plus tard à l'échéance du deuxième mois suivant le prélèvement
- Résultat des analyses sur les eaux superficielles (art. 5.7)	Aussitôt que possible et au plus tard à l'échéance du deuxième mois suivant la fin du trimestre
- Synthèse corrélatrice du bilan hydrique et des expéditions de lixiviats - Analyse des lixiviats (art. 5.8)	En annexe du rapport d'activité
- Résultats d'analyse du biogaz (art. 5.9)	Aussitôt que possible et au plus tard à l'échéance du deuxième mois suivant le prélèvement
- Durée de fonctionnement de la torchère	En annexe du rapport d'activité
- Rapport de contrôle des émissions atmosphériques de la torchère (art. 5.9)	Aussitôt que possible et au plus tard en annexe du rapport annuel d'activité

Article 6.2 RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉ

En outre, l'exploitant adresse avant le 1^{er} avril de chaque année à l'inspecteur des installations classées le rapport d'activité de l'installation relatif à l'année écoulée.

Ce rapport indique, notamment, le tonnage de déchets mis en décharge, le volume de matériaux de couverture utilisé, les différentes phases de l'exploitation avec plans, coupes et chronologie, les faits marquants et notamment, une synthèse de l'autosurveillance.

Article 6.3 INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées.

Article 6.4 INFORMATION DU PUBLIC

Conformément au décret n° 93-1410 du 29 décembre 1993 fixant les modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets prévu à l'article 3-1 de la loi du 15 juillet 1975, l'exploitant adresse au maire de la commune où est située l'installation un dossier comprenant les documents précisés à l'article 2 du décret précité.

Ce dossier peut être librement consulté à la mairie.

L'exploitant assure l'actualisation de ce dossier

ARTICLE 7 COUVERTURE DES PARTIES COMBLEES ET FIN D'EXPLOITATION

Article 7.1 COUVERTURE

Dès la fin de comblement d'une alvéole, une couverture est mise en place pour limiter les infiltrations dans les déchets et limiter les infiltrations d'eau vers l'intérieur de l'installation de stockage.

Une couverture provisoire sera disposée dans l'attente de la mise en place du réseau de drainage du biogaz prescrit à l'article 3.7. Dès la réalisation de ce réseau, une couverture finale est mise en place.

La couverture finale est réalisée selon un profil topographique permettant de prévenir autant que faire se peut les risques d'éboulement, de ravinement et d'érosion et de manière à diriger les eaux de ruissellement superficielles vers l'extérieur de la zone à exploiter et vers les dispositifs de collecte appropriés.

La couverture finale est composée du bas vers le haut par :

- une géoespaceur de drainage du biogaz,
- un géotextile de filtration - séparation,
- un écran semi-perméable constitué par des matériaux naturels argileux remaniés et compactés sur une épaisseur d'au moins un mètre,
- une couche de drainage de l'eau pluviale de 20 cm d'épaisseur,
- un géotextile de filtration - séparation,
- une couche de terre végétale dont l'épaisseur, fonction de la végétation à implanter, n'est pas inférieure à 30 cm.

La végétation implantée sur la couverture doit être composée d'espèces locales adaptées au climat et permettant une bonne intégration paysagère.

Elle doit favoriser l'évapo-transpiration, réduire l'érosion et ne pas endommager la couverture.

Article 7.2 FIN DE L'EXPLOITATION

A la fin de la période d'exploitation, tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture du site, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats sont supprimés et la zone de leur implantation remise en état.

La clôture du site est maintenue pendant au moins 5 ans. A l'issue de cette période, les dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats et tous les moyens nécessaires au suivi du site doivent cependant rester protégés des intrusions et cela pendant toute la durée de leur maintien sur le site.

Article 7.3 *SERVITUDES*

Conformément à l'article L. 515-2 du code de l'environnement et aux articles 24-1 à 24-8 du décret d'application du 21 septembre 1977 susvisé, l'exploitant propose au préfet un projet définissant les servitudes d'utilité publique à instituer sur tout ou partie de l'installation. Ce projet est remis au préfet avec la notification de la mise à l'arrêt définitif de l'installation prévue par l'article 34-1 du décret d'application du 21 septembre 1977 susvisé.

Ces servitudes doivent interdire l'implantation de constructions ou d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle. Elles doivent assurer la protection des moyens de captage et de traitement du biogaz, des moyens de collecte et de traitement des lixiviats et au maintien durable du confinement des déchets mis en place. Ces servitudes peuvent autant que de besoin limiter l'usage du sol du site.

Article 7.4 *GESTION DU SUIVI*

Toute zone couverte fait l'objet d'un plan général de couverture et, si nécessaire, de plans de détail qui complètent le plan d'exploitation prévu à l'article 4.3

Le suivi d'une durée minimale de 30 ans porte sur les points suivants :

- entretien des dispositifs dont la pérennité conditionne la protection de l'environnement : couverture, fossés, bassins, dispositifs de captation et de traitement des lixiviats et du biogaz,
- surveillance des eaux souterraines et superficielles, des lixiviats et des rejets dans les conditions définies aux articles 5.5 à 5.9 du présent arrêté ; pendant la période de suivi, la fréquence des contrôles est semestrielle lorsqu'une fréquence plus grande était prévue pendant la période d'exploitation

Ce suivi fait l'objet d'un rapport annuel à l'inspecteur des installations classées.

5 ans après le démarrage de ce programme, l'exploitant adresse un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale. Sur la base de ces documents, l'inspection des installations classées peut proposer une modification du programme de suivi, qui fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Article 7.5 *FIN DE LA PERIODE DE SUIVI*

Au moins 6 mois avant le terme de la période de suivi, l'exploitant adresse au préfet un dossier établi selon le modèle du dossier prévu à l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 modifié susvisé.

ARTICLE 8 *REHABILITATION DU CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE EXISTANT*

Article 8.1 *FIN D'EXPLOITATION*

Dès la mise en service de l'installation de stockage autorisée par le présent arrêté, et au plus tard le 1^{er} janvier 2006, le CET cesse de recevoir tout déchet.

Article 8.2 *BIOGAZ*

Le CET est équipé d'un réseau de drainage des émanations gazeuses aménagé et exploité conformément aux articles 3.7 et 5.9 du présent arrêté.

Article 8.3 LIXIVIATS

Les lixiviats sont recueillis dans des bassins étanches de capacité suffisante pour éviter tout risque de débordement compte tenu des volumes reçus et du rythme de leur enlèvement pour un traitement dans une installation extérieure habilitée à les recevoir.

Ils font l'objet du suivi mentionné à l'article 5.8 du présent arrêté.

Article 8.4 DIGUE DE PIED

Une digue en argile compactée est établie jusqu'à la cote 222 m NGF avec une pente maximale de 26° au sud du CET.

Article 8.5 COUVERTURE

La couverture est réalisée selon un profil topographique permettant de prévenir autant que faire se peut les risques d'éboulement, de ravinement et d'érosion et de manière à diriger les eaux de ruissellement superficielles vers les dispositifs de collecte appropriés.

La couverture est composée du bas vers le haut par :

- supprimé*
- ~~un dispositif de drainage du biogaz ;~~
 - un écran semi-perméable constitué par des matériaux naturels argileux remaniés et compactés sur une épaisseur d'au moins 80 cm ;
 - une couche de terre végétale dont l'épaisseur est fonction de la végétation à implanter.

La végétation implantée sur la couverture doit être composée d'espèces locales adaptées au climat et permettant une bonne intégration paysagère.

Elle doit favoriser l'évapo-transpiration, réduire l'érosion et ne pas endommager la couverture.

Article 8.6 SUIVI DE LA STABILITE

La stabilité de la digue de pied et du front des déchets côté sud est suivie par 3 inclinomètres, la fréquence des mesures étant au moins bi-annuelle.

Article 8.7 SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Un puits de contrôle est installé à l'aval hydraulique du CET. Il fait l'objet des contrôles mentionnés à l'article 5.5 du présent arrêté.

Article 8.8 DELAIS

Les dispositions des articles 8.2 à 8.7 sont respectées dans le délai d'un an à compter de la date de fin d'exploitation prévue à l'article 8.1.

ARTICLE 9 AUTRES DISPOSITIONS

Article 9.1 INSPECTION DES INSTALLATIONS

Article 9.1.1 INSPECTION DE L'ADMINISTRATION

L'exploitant doit se soumettre aux visites et inspections de l'établissement qui sont effectuées par les agents désignés à cet effet.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour qu'en toute circonstance, et en particulier lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'administration ou les services d'interventions extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.

Article 9.1.2 CONTROLES PARTICULIERS

Indépendamment des contrôles explicitement prévus par le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles sonores, des prélèvements (sur les rejets aqueux, sur les rejets atmosphériques, sur les sols, sur les sédiments ...) et analyses soient effectués par un organisme reconnu compétent, et si nécessaire agréé à cet effet par le Ministre de l'environnement, en vue de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation des installations classées. Les frais occasionnés sont supportés par l'exploitant.

Article 9.2 ANNULATION - DÉCHÉANCE - CESSATION D'ACTIVITÉ

La présente autorisation cessera de produire effet au cas où l'installation n'aurait pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

En cas de cessation d'activité, l'exploitant en informera le préfet, au minimum six mois avant cette cessation et dans les formes définies à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Il doit, par ailleurs, remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Article 9.3 TRANSFERT - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Tout transfert d'installation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Conformément aux dispositions de l'article 23-2 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale préalable.

A la demande sont annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution des garanties financières.

Article 9.4 ÉVOLUTION DES CONDITIONS DE L'AUTORISATION

Indépendamment des prescriptions figurant dans le présent arrêté, l'exploitant doit se conformer à toutes celles que l'administration peut juger utile de lui prescrire ultérieurement, s'il y a lieu, en raison des dangers ou inconvénients que son exploitation pourrait présenter pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de l'environnement et pour la conservation des sites et monuments.

Article 9.5 RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du code de l'environnement.

Article 9.6 AFFICHAGE ET COMMUNICATION DES CONDITIONS D'AUTORISATION

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée auprès de la mairie de Bordezac et pourra y être consultée,
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie ; procès-verbal d'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Ce même extrait doit être affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire. Un avis au public est inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 9.7 INFORMATION PARTICULIERE

Le présent arrêté est notifié à la Communauté de communes des Cévennes actives.

Il est également adressé aux destinataires suivants :

- le sous-préfet d'Alès,
- le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, de Languedoc-Roussillon, inspecteur des installations classées (2 exemplaires),

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Nîmes, le

13 MAI 2004

LE PREFET,
pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,



François LAMELOT